

M. Daniel VENTURA
Né le 08/07/1988 à Bordeaux (Gironde)
Nationalité française
Téléphone – 06.98.61.30.18
Messagerie électronique – daniel.ventura@univ-cotedazur.fr



Maître de conférences en droit public (section 02) à l'Université Côte d'Azur (Institut de la Paix et du Développement / Laboratoire de droit international et européen – EA 7414)

Co-responsable du Master 2 « Gouvernance et Financement du Développement »

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

- 2020** **Maitre de conférences en droit public** (section 02) – Université Côte d'Azur
- 2018** **Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public** (section 02)
- 2017** **Doctorat en droit public** – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Le gel et la confiscation des avoirs de dirigeants d'État étrangers en droit international sous la direction de Mme le Pr. Evelyne Lagrange, 558 p. Thèse soutenue publiquement le 12 décembre 2017 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne devant un jury composé des Professeurs Hervé Ascensio (Président), Régis Bismuth, Mathias Forteau (Rapporteurs), Evelyne Lagrange (Directrice de recherche) et Muriel Ubéda-Saillard. Mention *Très honorable* assortie de propositions pour un prix de thèse et publication. Délivrance d'un droit à publication par le Jury du Prix de thèse Varenne 2019 dans la catégorie « Justice pénale internationale » (LGDJ-Editions Lextenso, « Collection des thèses »)
- 2011/2016** **Doctorant contractuel puis Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en droit public** rattaché à l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne (IREDIÉS - EA 4536)
- 2011** **Master 2 Recherche Droit international et organisations internationales** – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Mention *Assez Bien*
Mémoire de recherche : *La prise en compte de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice par les juridictions internes* sous la direction de Mme le Professeur Geneviève Bastid-Burdeau, 116 p.
- 2010** **Master 1 de droit international** – Université Paris II Panthéon-Assas
Certificat d'Etudes Juridiques Internationales – IHEI (Université Paris II Panthéon-Assas), Mention *Assez Bien*
- 2009** **Licence de droit public** – Université Paris II Panthéon-Assas
3^{ème} année de Licence effectuée au *Trinity College Dublin* (Irlande), moyenne : 15.90/20
- 2008** **D.U. « droit et civilisation de *common law* »** – Université Paris II Panthéon-Assas, Institut de droit comparé, Mention *Assez Bien*
- 2006** **Baccalauréat général**, série Scientifique, spécialité Mathématiques – Lycée Balzac, Tours (Indre-et-Loire), Mention *Bien*

- 2020 Maître de conférences – Université Côte d’Azur**
- CM de *Relations internationales* (L1)
- CM de *Droit social international* (M1)
- CM de *Droit international des droits de l’homme* (M1)
- 2016-2020 Chargé d’enseignement vacataire – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**
- TD de *Droit administratif* (L2), cours magistraux de M. les Pr. Olivier Renaudie et Paul Cassia (2019-2020), 72h.
- Cours magistral de *Public international law* dispensé en anglais dans le cadre du *Sorbonne LL.M. Business Law Certificate for foreign lawyers* (2018-2019), 20h.
- TD de *Relations internationales et introduction au droit international public* (L1), cours magistral de Mme le Pr. Charlotte Beaucillon (2016-2017), 36h.
- 2016-2018 Chargé d’enseignement vacataire – Sciences Po Paris**
- Conférences de méthode de *Law of International Security*, dispensées en anglais (Collège universitaire, 2^{ème} année), sous la direction de Mme Martina Smuclerova (2017-2018), 24h.
- Conférences de méthode d’*Introduction to Public International Law*, dispensées en anglais (Programme euro-américain, 2^{ème} année), sous la direction de Mme Martina Smuclerova (2016-2017), 72h.
- 2011-2016 Doctorant contractuel et ATER – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**
- TD de *Droit constitutionnel* (L1), cours magistraux de Mme le Pr. Marie-Anne Cohendet et de M. le Pr. Bastien François (2013-2016), 108h.
- TD de *Relations internationales et introduction au droit international public* (L1), cours magistral de Mme le Pr. Evelyne Lagrange (2012-2016), 144h.
- TD de *Méthodologie juridique* (L1), cours magistral de Mme le Pr. Sabrina Robert-Cuendet (2012-2013), 18h.
- TD de *Droit international public* (L3), cours magistral de M. le Pr. Jean-Marc Sorel (2012-2013), 18h.
- TD de *Droit international économique* (M1), cours magistraux de Mme le Pr. Geneviève Bastid-Burdeau (2014-2015), 33h, et de M. le Pr. Hervé Ascensio (2015-2016), 66h.

- 2020-2021 **Responsable de la clinique juridique AJIRE « Analyse juridique de l'intégration des réglementations européennes »** – Université Côte d'Azur
- 2013-2016 **Encadrant de l'équipe de Paris 1 participant au Concours de procès-simulé *Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition*** – Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne
- Encadrement d'étudiants de Master 1 et de Master 2 pour les éditions 2013, 2014 (équipe finaliste du Concours) et 2016 (équipe finaliste du Concours)

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

A) Contributions écrites

Ouvrages

- *Le gel et la confiscation des avoirs de dirigeants d'État étrangers en droit international*, version remaniée de la thèse de doctorat, à paraître chez LGDJ-Lextenso, 2021.

Articles et contributions à des ouvrages collectifs

- [à paraître] « Les attermolements de la relations entre l'Union européenne et la Biélorussie en 2020 », *AFDI*, vol. LXVI, 2020
- « General principles of law in the light of 'digital sovereignty' » in D. Khan, E. Lagrange, S. Oeter, C. Walter (dir.), *Democracy and sovereignty – Rethinking the Legitimacy of International Law*, à paraître en 2021
- « The Flaws of contemporary blocking statutes and regulations », in C. BEAUCILLON (dir.), *Research Handbook on Unilateral and Extraterritorial Sanctions*, à paraître en 2021 chez E. Elgar Publishing
- « Anarchie » (p. 58), « Dirigeant » (p. 193), « Gel, geler » (p. 281) (entrées de dictionnaire) in V. NDIOR (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 570 p., ISBN : 978-2-233-00968-5
- « L'acquisition de données de communications électroniques par les autorités de renseignement à l'épreuve de la directive « e-Privacy » 2002/58/CE – La CJUE face aux résistances étatiques et à la Cour EDH à l'heure des affaires *Privacy International*, *La Quadrature du Net e.a.*, et *Ordre des barreaux francophones et germanophones e.a.* », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux*, 2020, chron. n° 22
- « L'intégrité du secteur des crypto-actifs vue par Tracfin – retour sur le rapport 2017/2018 des 'tendances et analyses des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme' », *Revue internationale des services financiers*, 2018, n°4, pp. 99-101, ISBN : 978-2-8027-6376-5
- « La mise en place d'une voie de recours effectif au sein d'INTERPOL – Quelques réflexions autour de la réforme de la Commission de Contrôle des Fichiers », *AFDI*, vol. LXIII, 2017, pp. 300-311, ISBN : 978-2-271-12265-0

- « La cristallisation de ‘l’exception *jus cogens*’ à l’immunité de juridiction de l’État étranger – Retour sur une dissonance jurisprudentielle », in D. SIMON (Dir.), *Le Droit international des immunités : constantes et ruptures*, IREDIES, Perspectives internationales n° 36, Paris, Pedone, 2015, pp. 33-50, ISBN : 978-2-233-00782-7
- « La représentation de l’Union européenne devant le Conseil de sécurité des Nations Unies : Entre solidarité politique mutuelle des États membres et unicité de représentation de l’Union », in D. SIMON (Dir.), *Actualité des relations entre l’Union européenne et l’Organisation des Nations Unies – Coopération, tensions, subsidiarité ?*, IREDIES, Perspectives internationales n°34, Paris, Pedone, 2013, pp. 81-97, ISBN : 978-2-233-00699-8
- J. D’ASPREMONT avec le concours de D. VENTURA, « Chapitre 13 – La composition des organes et le processus décisionnel » in E. LAGRANGE, J.-M. SOREL (dir.), *Droit des organisations internationales*, Paris, LGDJ, 2013, 1197 p., pp. 402-432, ISBN : 978-2-275-03590-1

Publications en ligne

- « Palestine’s statehood and its accession to the Rome Statute », publié en anglais le 09 mars 2015 sur le blog spécialisé en droit international public « *Völkerrechtsblog* ». Disponible en ligne : <http://voelkerrechtsblog.org/palestines-statehood-and-its-accession-to-the-rome-statute/>

Commentaires et notes de jurisprudence

- « Coronavirus et ‘suivi de localisation’ : le Comité européen de la protection des données en première ligne », Note relative à la déclaration du 19 mars 2020 du CEPD sur le traitement des données personnelles dans le contexte de l’épidémie de COVID-19, *Dalloz actualité*, droit européen, édition du 10 avril 2020
- « Inviolabilité des élus européens : le Tribunal de l’Union européenne confirme l’impuissance du Parlement », Note sous ordonnance de référé du 3 mars 2020 du vice-Président du Tribunal de l’Union européenne (T-24/20 R) », *Dalloz actualité*, droit européen, édition du 1^{er} avril 2020
- « Les effets de l’ordonnance de la Cour internationale de Justice du 3 octobre 2018 sur les opérateurs économiques et financiers – À propos de l’affaire des *Violations alléguées du traité d’amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d’Iran c. Etats-Unis d’Amérique)* », *Revue internationale des services financiers*, 2018, n°4, pp. 18-23, ISBN : 978-2-8027-6376-5
- co-rédigé avec L. CHERCHENEFF, « La question des immunités de juridiction dans l’affaire des biens mal acquis », *AJ Pénal*, Dalloz, février 2016, p. 74, Note sous Crim. 15 décembre 2015, n° 15-83.153, ISSN : 1762 - 8407

B) Communications dans le cadre de séminaires et de colloques

- « La Biélorussie et l’Union européenne : de la coopération intergouvernementale au ‘*civic empowerment*’ », Conférence de la Chaire Jean Monnet « Union européenne et gestion des crises », Institut de la Paix et du Développement (IdPD), Nice, 8 avril 2021.

- « La légitimité du droit international à l'épreuve de la 'souveraineté numérique' – Peut-on encadrer les activités de surveillance numérique par les principes généraux de droit ? », Atelier des jeunes chercheurs, *Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht & Société française pour le droit international*, Tutzing (Allemagne), 23 septembre 2020.
- « L'adaptation des règles de droit international à la protection des données de santé : le temps long et l'urgence », 4^{ème} réunion du séminaire numérique de recherche de l'IREDIES (École de droit de la Sorbonne), *Covid 19 et droit international*, 7 mai 2020.
- « The Flaws of Contemporary Blocking Statutes and Regulations », colloque du projet *COMPLY* dirigé par Mme le Pr. Charlotte Beaucillon (Ecole de droit de la Sorbonne), 12 décembre 2019. Disponible en ligne :
<https://www.youtube.com/watch?v=4DMVVRJELL4k&list=PL0IIMNx8BqSlad7F00YZ8mHYVJbrTaMaT&index=12&t=1265s>
- « Le droit international à l'épreuve des flux financiers illicites » en collaboration avec M. Olivier Kraft, séminaire de recherche de l'IREDIES (École de droit de la Sorbonne), 27 mai 2019.
- « Introduction théorique et méthodologique aux sanctions internationales – Comprendre les sanctions internationales aujourd'hui », séminaire délivré aux étudiants du LL.M. *Business Law Arab World and Middle East* (École de droit de la Sorbonne), 23 février 2019.
- « Propos introductifs – 'l'exception *jus cogens*' à l'immunité de juridiction de l'État étranger », 2^{ème} journée d'étude de l'École doctorale de droit international et européen (École de droit de la Sorbonne) : « Questions d'actualité autour des immunités », 23 juin 2014.
- « Les enjeux de l'adoption de la directive 2014/42/UE concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne », intervention délivrée lors des « entretiens d'actualité » de l'IREDIES, 03 avril 2014.
- « La représentation de l'Union européenne devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies », 1^{ère} journée d'étude de l'École doctorale de droit international et européen (École de droit de la Sorbonne) : « Actualité des relations entre l'UE et l'ONU : coopération, tensions, subsidiarité ? », 20 juin 2012.

C) Organisation et participation à des projets scientifiques

- Responsable de la chronique « Opérations de maintien de la paix » de la revue *Paix et sécurité européenne et internationale* (PSEI) à compter du numéro 16 (parution prévue en juin 2021).
- Membre de l'équipe de recherche du projet « *COMPLY* – Pour une méso-analyse de la gouvernance de la conformité aux sanctions internationales » (2018-2020) dirigé par Mme la Pr. Charlotte Beaucillon.
- Contributeur dans le cadre du projet de « *Traité de droit des organisations internationales* » (2012-2013) dirigé par Mme la Pr. Evelyne Lagrange et M. le Pr. Jean-Marc Sorel.
- Co-organisateur de la première journée d'étude doctorale de l'EDDIE de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne du 20 juin 2012 « Actualité des relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies : Coopération, tensions, subsidiarité ? »

D) Activités éditoriales

- Évaluateur externe pour la *Revue québécoise de droit international* en décembre 2017.
- Coéditeur de l'ouvrage *Actualité des relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies – Coopération, tensions, subsidiarité ?*, IREDIES, Perspectives internationales n°34, Paris, Pedone, 2013, 338 p.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- 2020** Co-responsable du Master 2 « Gouvernance et Financement du Développement » – Université Côte d'Azur
- 2013-2016** Représentant des doctorants au sein du Conseil de l'École doctorale de droit de la Sorbonne

LANGUES ETRANGERES

Anglais : Courant (lu, écrit, parlé) – Enseignements dispensés en anglais à Sciences Po et l'École de droit de la Sorbonne et encadrement du concours de plaidoirie international *Jessup*.

Espagnol : Compétences professionnelles complètes. Évaluation d'un article rédigé en espagnol pour la *Revue québécoise de droit international* en décembre 2017.

Italien : Compétences professionnelles complètes.

AUTRES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Janvier-juin 2019 **Cabinet d'avocat ARCHIPEL (Paris 17^{ème})**

Le cabinet Archipel est spécialisé dans l'exécution des jugements étrangers et des sentences arbitrales. Dans le prolongement des travaux de doctorat, les compétences mobilisées étaient en lien avec le droit international public, dans le cadre de contentieux judiciaire et administratif relatifs aux immunités souveraines des États et actifs souverains. Les activités confiées incluaient la préparation de questions prioritaires de constitutionnalité relatives à la législation française en matière d'immunité d'exécution des États.

Janvier-juin 2018 **Chargé de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme au sein du département de la sécurité financière de NATIXIS S.A.**

Cette expérience professionnelle de six mois, initiée à l'issue du doctorat, avait pour objectif de découvrir *in situ* les mécanismes de mise en œuvre des sanctions financières internationales par le secteur bancaire. Il fut l'occasion de participer à l'élaboration du

dispositif interne de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme à partir des règles internationales applicables (GAFI, OCDE, UE, Groupe EGMONT, *Wolfsberg Group*) ou bien internes (Loi dite « Sapin II », lignes directrices de l'ACPR et de la DG Trésor). Il fut également l'occasion d'appréhender en détail les implications de la technologie fondée sur la *blockchain* sur les dispositifs de lutte anti-blanchiment.